

# Catalogne : l'affrontement

**Mariano Rajoy**, le chef du gouvernement espagnol, a annoncé la destitution du président catalan Carles Puigdemont et l'organisation d'élections le 21 décembre en Catalogne. Ces décisions suivaient la déclaration d'indépendance votée par le parlement catalan.

**S**abadell, Gérone, Figueres, Vic, Tortosa et d'autres villes catalanes ont retiré vendredi le drapeau espagnol flottant sur leurs bâtiments officiels. Le parlement régional a voté dans la journée une résolution en faveur du lancement d'une procédure d'indépendance. Barcelone, en revanche, ne l'a pas fait. Sa bourgmestre Ada Colau a déjà à plusieurs reprises exprimé le fait qu'elle était opposée à une déclaration unilatérale d'indépendance et qu'elle optait de préférence pour le dialogue avec Madrid.

De dialogue, il n'est pourtant nullement question. La procla-

mation d'une République indépendante par le parlement catalan a été suivie, un quart d'heure plus tard, par l'activation de l'article 155 de la Constitution espagnole, qui autorise la suspension de l'autonomie de la Généralité catalane.

Le chef du gouvernement espagnol a, dans la foulée, destitué le président indépendantiste Carles Puigdemont et son exécutif, ainsi que convoqué les Catalans à des élections le 21 décembre prochain. *« Il est urgent de rendre leur voix aux citoyens catalans, à tous. Ce sont les urnes, celles qui ont une loi »,* qui décideront, a expliqué

Mariano Rajoy.

La façon dont réagiront les autorités séparatistes à ces décisions demeure une inconnue.

Certains dirigeants indépendantistes expliquaient vendredi qu'ils ne reconnaîtraient pas les mesures prises par les autorités de Madrid. Certains appelaient à une mobilisation pacifiste permanente pour éviter que la suspension d'autonomie de la région soit effective.

Empêcheront-ils la destitution de l'exécutif séparatiste ? Comment ? Comment Madrid articulera-t-elle cette mise sous tutelle de la Catalogne ?

Après la déclaration d'indé-

pendance, le premier responsable étranger à s'exprimer a été le président du Conseil européen : *« Pour l'UE, rien ne change. L'Espagne demeure notre seul interlocuteur »,* a tweeté Donald Tusk. Toutes les réactions qui ont suivi, à Paris, Berlin et Londres, mais également à Washington, ont exprimé un soutien inconditionnel au gouvernement espagnol.

La fête a toutefois battu son plein toute la soirée devant la Généralité et dans les rues alentour. Des manifestants pro-Espagne ont eux aussi manifesté, aux cris de *« Puigdemont, en prison »*. ■